

Relancer l'économie ... simple mais difficile !

Posted on 21 mai 2017 by Patrick Rouillier

Un des leitmotifs de la campagne présidentielle a été la relance de l'économie pour juguler le chômage. Deux grands types de solutions sont proposées, toutes les deux ayant leurs supporters et leurs détracteurs. Présentées à leur avantage, ces deux propositions paraissent aussi crédibles l'une que l'autre pour atteindre le but recherché.

La première approche, de type libérale propose une politique de l'offre. On réduit les charges des entreprises pour leur permettre d'abaisser leurs prix de revient et leur redonner de la compétitivité tant sur le marché intérieur que à l'export. L'entreprise obtenant de nouvelles commandes va embaucher du personnel pour les réaliser. Le chômage diminue et les comptes des ASSEDIC se redressent. Ces nouveaux travailleurs génèrent de nouvelles cotisations qui vont donner de l'oxygène aux comptes de l'URSSAF et des caisses de retraites. Séduisant comme proposition !

L'alternative, de type social, propose une politique de la demande. On donne du pouvoir d'achat aux salariés qu'ils vont utiliser pour acheter des biens de consommation. Cette relance va grossir les carnets de commandes des entreprises qui vont devoir embaucher pour faire face à la demande. Le chômage diminue et les comptes des ASSEDIC se redressent. Ces nouveaux travailleurs génèrent de nouvelles cotisations qui vont donner de l'oxygène aux comptes de l'URSSAF et des caisses de retraites. Séduisant comme proposition !

Comment choisir entre ces deux propositions toutes aussi alléchantes ?

Voyons tout d'abord les envers des médailles, ce que l'on ne nous dit pas.

Dans l'approche basée sur la politique de l'offre, la réduction des charges des entreprises (cotisations sociales patronales, impôts ...) diminue d'autant la capacité de redistribution de l'état diminuant mathématiquement les revenus des plus démunis. En regard, les entreprises fonctionnant bien, retrouvent leurs bénéfices et les actionnaires en profitent pour capitaliser les résultats. En raccourci de l'argent est passé des poches des salariés les plus démunis aux poches des actionnaires. Evidemment le chômage recule, les Français retrouvent le chemin de l'emploi, mais ce au détriment de l'inégalité sociale qui s'accroît. (On note que de façon générale les économies se portent bien dans les pays où les inégalités sont fortes et ralentissent quand des mesures fortes de redistribution sont mises en place ... voir

Chine, Indes, Etats unis, Grande Bretagne ...)

Dans l'approche basée sur la politique de la demande, le surcroît de pouvoir d'achat offert aux Français est pris sur la marge de compétitivité des entreprises (distribution de salaire ou redistribution de cotisations patronales). L'inégalité sociale diminue, mais les entreprises perdent une compétitivité déjà en berne. Les Français consomment plus, mais ont une fâcheuse tendance à se tourner vers des produits importés moins chers que les produits fabriqués en France. Pour survivre les entreprises vont donc être obligées de délocaliser ou de réduire leur activité en licenciant le personnel qu'elles ne peuvent plus économiquement conserver. Les salariés qui ont gardés leur emploi s'enrichissent, mais pour les autres le chômage augmente. L'économie s'effondre, tous les comptes sociaux sont dans le rouge (ASSEDIC, URSSAF, Retraites). En fait salariés et actionnaires sont tous deux perdants dans le processus.

En fait aucune des solutions ne peut être satisfaisantes et tous les politiques nous mentent par omission en ne présentant que l'aspect positif de leur politique. Alors, que faire ?

Tout d'abord replaçons la France dans le contexte international. Notre pays n'est pas un territoire isolé mais placé au cœur du réseau de relations internationales. Il est impacté par tout ce qui se passe dans le monde et il est en compétition permanente avec les pays étrangers. Les capitaux, les sociétés circulent plus ou moins librement d'un pays à l'autre. Si la France prend des initiatives, propose des solutions qui pénaliseraient les sociétés celles-ci, si elles sont Françaises se délocaliseront et si elles sont étrangères éviteront de s'implanter en France.

Certains de nos postulants président veulent engager une bataille contre le capital et les capitalistes. Ils n'ont pas compris que cette bataille est perdue depuis longtemps, et ce pour deux raisons majeurs

- Les ressources et les moyens d'action sont entre les mains du capital ce qui rend le combat politique et social très inégal
- Une telle approche ne se conçoit que dans un « système fermé », fermeture des frontières, contrôle des changes, blocage des échanges internationaux, c'est à dire avec un régime autoritaire.
- Il n'y a jamais eu véritablement de combat engagé contre le capital. Ceux qui pensaient l'entreprendre ont en majorité luttés non pas pour abattre le capital mais plutôt pour y trouver leur place, pour participer, eux aussi, au festin.

Malheureusement le monde actuel nous propose donc, soit un système très inégalitaire soit un suicide collectif. C'est pourquoi, François Hollande, et Emmanuel Macron nous ont proposés et nous proposent, avec sagesse, un moyen terme, un

système libéral (avec politique de l'offre) avec des amortisseurs sociaux pour éviter « la casse ». Ce n'est pas réjouissant, c'est injuste, moins efficace qu'un pure libéralisme (en raison des amortisseurs sociaux) mais c'est un moindre mal. La France n'est pas en mesure d'imposer sa vision idéaliste du monde, et dans sa faiblesse ne peut que « nager dans le sens du courant » ou alors se noyer.

Signalons, au passage, que la notion de « nation souveraine » telle que développée par les « souverainistes » est tout à fait illusoire. Aucune nation ne peut s'affirmer en opposition aux autres excepté les très grandes puissances économiques ou militaire (USA, Chine).

Une fois posé ce diagnostic pas très enthousiasment pour les socio-démocrates et les socialistes affirmés se pose la question de l'action à entreprendre. Là commencent les difficultés.

Comment faire admettre à quelqu'un en grande difficulté financière que la bonne, ou plutôt la moins mauvaise solution est de diminuer son pouvoir d'achat et d'augmenter celui des plus fortunés pour assurer un redémarrage de l'économie et lutter contre le chômage ! C'est mission impossible. François Hollande a essayé de la faire sans jamais le dire et cela a conduit à une incompréhension totale et à un rejet de sa politique. Emmanuel Macron nous propose une approche similaire, plus volontariste, mais sans vraiment s'en expliquer. C'est pourtant là le nœud qu'il nous faut délier pour rendre cette politique acceptable.

Comme on le voit, le diagnostic est simple, mais la mise en oeuvre hautement problématique.